

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle carrière, matériaux, déchets  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 9 novembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SONIRVAL - VALEST**

38 route de Vauzelles  
58600 FOURCHAMBAULT

Références : 220744  
Code AIOT : 0005401765

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/09/2022 dans l'établissement SONIRVAL – VALEST, implanté 38 route de Vauzelles - 58600 FOURCHAMBAULT. L'inspection a été annoncée le 02/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SONIRVAL - VALEST
- 38 Rte de Vauzelles 58600 FOURCHAMBAULT
- Code AIOT : 0005401765
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

L'établissement est une installation de valorisation énergétique de déchets non dangereux.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mise en demeure
- Rejets atmosphériques
- Suites d'inspection

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Conditions générales de la surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
8	Surveillance des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 23/03/2005, article 40.7	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	Suites d'inspection	Lettre du 26/08/2021, article NC8	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Capacités de l'installation	Arrêté Préfectoral du 23/03/2005, article 37.1	/	Sans objet
3	Indisponibilité des moyens de mesure	Arrêté Préfectoral du 28/11/2012, article 6	/	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission dans l'air	Arrêté Préfectoral du 23/03/2005, article 40.4	/	Sans objet
5	Indisponibilités	Arrêté Préfectoral du 23/03/2005, article 40.5	/	Sans objet
6	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 08/10/2021, article 1	/	Sans objet
7	Conditions de respect des VLE dans l'air	Arrêté Préfectoral du 23/03/2005, article 40.6	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Conditions de combustion	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9 > b)	/	Sans objet
10	Conception et aménagement général des installations	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 6	/	Sans objet
11	Suites d'inspection	Lettre du 26/08/2021, article NC2	/	Sans objet
12	Suites d'inspection	Lettre du 26/08/2021, article NC3	/	Sans objet
13	Suites d'inspection	Lettre du 26/08/2021, article NC4	/	Sans objet
14	Suites d'inspection	Lettre du 26/08/2021, article NC5	/	Sans objet
15	Suites d'inspection	Lettre du 26/08/2021, article NC6	/	Sans objet
16	Suites d'inspection	Lettre du 26/08/2021, article NC7	/	Sans objet
18	Suites d'inspection	Lettre du 26/08/2021, article NC9	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré un bon niveau de maîtrise de l'exploitation des installations par l'exploitant. La visite de terrain a permis de constater la réalisation des travaux imposés par l'arrêté de mise en demeure du 08/10/2021.

L'inspection a également porté sur la prévention des émissions atmosphériques. L'exploitant respecte de manière satisfaisante les valeurs limites d'émissions. Il est attendu des compléments concernant l'étalonnage des systèmes de mesures en continu des fumées, et sur la méthode de calcul des flux de polluants.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Capacités de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2005, article 37:1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situation administrative
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Capacité de l'installation : L'installation comprend une ligne d'incinération d'une capacité nominale de 6 t/h, (maxi : 6.3 t/h). Elle est autorisée à recevoir une quantité maximale de 46 000 t de déchets par an au PCI nominal de 9 210 kJ/kg. La puissance thermique nominale totale est de 15 350 KW. La capacité en fonctionnement nominal d'entreposage des déchets dans la fosse de réception est de 1 300 m <sup>3</sup> . Le stockage en fosse peut atteindre 2 000 m <sup>3</sup> en fonctionnement dit exceptionnel (arrêt technique par exemple), Cette situation devra être justifiée.
<b>Constats :</b> En 2021, l'installation a incinéré 45 296 tonnes de déchets.  La délégation de service public (DSP) est en cours de renouvellement. L'exploitant a fait acte de candidature auprès de la collectivité.  L'exploitant a pour objectif (en cas de renouvellement de la DSP) de demander une augmentation de la capacité de traitement à 50 000 t/an et une modification de la chaudière pour augmenter la production de vapeur. Le cas échéant, un dossier de modification sera transmis.  Les travaux de modification des installations, dont la mise en place d'un traitement des NOx par SCR, nécessiteront 7 semaines d'arrêt environ en 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Conditions générales de la surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 27
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes, y compris les dioxines et les furannes, ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure automatisés au moyen de techniques de mesures de référence, doivent être effectués conformément aux normes en vigueur. Dans l'attente de la publication des normes européennes dans le recueil de normes AFNOR, les normes des États membres de l'Union européenne et de pays parties contractantes de l'accord EEE peuvent également être utilisées comme textes de référence en lieu et place des normes françaises, dès lors qu'elles sont équivalentes.</p> <p>L'installation correcte et le fonctionnement des équipements de mesure en continu et en semi-continu des polluants atmosphériques ou aqueux sont soumis à un contrôle et un essai annuel de vérification par un organisme compétent. Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent. Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p> <p><b>Constats :</b> La dernière procédure d'étalonnage complète (QAL2) des analyseurs titulaires et redondants a été faite en 2020. Le rapport mentionnait des difficultés concernant l'étalonnage pour le paramètre HCL.</p> <p>Une nouvelle procédure QAL2 spécifique au HCL a été réalisée en 2021. Le rapport indiquait une fonction d'étalonnage conforme, mais avec un niveau de corrélation faible.</p> <p>La dernière procédure de vérification annuelle des analyseurs (AST) a été réalisée en juin 2022. Le rapport conclut à la non-conformité de l'étalonnage pour les paramètres SO<sub>2</sub> et HCL sur l'analyseur titulaire et HCL pour l'analyseur redondant. L'exploitant a indiqué que le laboratoire devait revenir faire des mesures après l'arrêt technique du mois d'octobre, car il y a un doute sur la fiabilité des mesures réalisées au mois de juin.</p> <p>Demande de compléments n° 1 : l'exploitant transmettra le rapport de la nouvelle AST, et en cas de non-conformité, il précisera les mesures correctives prévues.</p> <p>L'exploitant ne met pas en œuvre encore la procédure QAL3 (vérification de la dérive des appareils). Celle-ci figure dans les exigences de la norme NF 14181 et doit donc être réalisée.</p> <p>Non-conformité n° 1 : l'exploitant doit mettre en place la procédure QAL3 sur ses appareils de mesure en continu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

### N° 3 : Indisponibilité des moyens de mesure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2012, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'article 40.5 intitulé « Indisponibilité » de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2005 modifié est complété par l'alinéa suivant : « Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption. Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation ».
<b>Constats :</b> Le bilan de l'année 2021 montre 0 h d'indisponibilité pour les dispositifs de mesure en continu des rejets atmosphériques, et 1,29 % de temps d'indisponibilité pour le dispositif de mesure en semi-continu des dioxines et furannes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Valeurs limites d'émission dans l'air







<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2005, article 40.4			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet			
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation d'incinération est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les valeurs limites fixées dans le tableau ci-dessous ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation. a) Monoxyde de carbone : Les valeurs limites d'émission suivantes ne doivent pas être dépassées pour les concentrations de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction : - 50 mg/m <sup>3</sup> de gaz de combustion en moyenne journalière, - 150 mg/m <sup>3</sup> de gaz de combustion dans au moins 95 p. 100 de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur 10 minutes ou 100 mg/m <sup>3</sup> de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de 24 heures. b) Poussières totales, C.O.T, HCl, HF, SO <sub>2</sub> et NO <sub>x</sub>			
Paramètre	Valeur en moyenne journalière (mg/m <sup>3</sup> )	Valeur en moyenne sur une demi-heure (mg/m <sup>3</sup> )	Flux annuel kg/an
Poussières totales	10	30	2 436
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (C.O.T.)	10	20	2 436
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10	60	2 436
Fluorure d'hydrogène (HF)	1 (*)	4 (*)	121,8
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	50	200	12180
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> ) exprimés en dioxyde d'azote	200	400	48 720

  

c) Métaux		
Paramètre	Valeur mg/m <sup>3</sup>	Flux kg/an
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05	12,18
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05	12,18
Total des autres métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V)	0,50	121,8

  

Le total des autres métaux lourds est composé de la somme :

- de l'antimoine et de ses composés, exprimés en antimoine (Sb) ;
- de l'arsenic et de ses composés, exprimés en arsenic (As) du plomb et de ses composés, exprimés en plomb (Pb) ;
- du chrome et de ses composés, exprimés en chrome (Cr) ;
- du cobalt et de ses composés, exprimés en cobalt (Co) ;

- du cuivre et de ses composés, exprimés en cuivre (Cu) ;
- du manganèse et de ses composés, exprimés en manganèse (Mn) ;
- du nickel et de ses composés, exprimés en nickel (Ni) ;
- du vanadium et de ses composés, exprimés en vanadium (V).

La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum.

Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

d) Dioxines et furannes

Paramètre	Valeur	Flux en mg/an
Dioxines et furannes	0,1 ng/m <sup>3</sup>	24,36

La concentration en dioxines et furannes est définie comme la somme des concentrations en dioxines et furannes déterminée selon les indications de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 susvisé. La méthode de mesure employée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage de six heures au minimum et de huit heures au maximum.

e) Données de calcul des flux

Les flux limites sont basés sur les données de fonctionnement utilisées dans l'étude d'impact sanitaire, à savoir :

- débit de traitement des fumées : 29 000 Nm<sup>3</sup>/h,
- fonctionnement 350 jours /an—24h/24h.

Les flux limites constituent une valeur maximale de rejet annuel, acceptable au vu de l'étude d'impact. En aucun cas, ils doivent être considérés comme un acquis.

L'exploitant doit en permanence tenter de réduire les flux de rejets.

**Constats :** L'exploitant a transmis le rapport de mesures par un laboratoire du 1<sup>er</sup> semestre 2022 (mesures du 21 au 23 juin 2022). L'ensemble des résultats est inférieur aux valeurs limites d'émissions.

Concernant les polluants mesurés en continu, il y a eu, depuis le début de l'année 2022, 30 minutes de dépassement pour le CO, et 2 h de dépassement pour le HCl. Pour chaque dépassement, l'exploitant rédige une fiche indiquant les causes identifiées et les actions menées. Pour les dépassements constatés, l'exploitant indique qu'ils sont dus à des modifications de la qualité des déchets.

L'inspection est également revenue sur les 3 dépassements en 2021 en dioxines et furannes sur les mesures en semi-continu. L'exploitant a identifié plusieurs causes dont les 2 principales sont les suivantes :

- le système de mesure en continu comportait une sonde défectueuse pour le calcul du volume prélevé. Celui-ci était sous-estimé, ce qui augmente artificiellement la valeur calculée de la concentration en dioxines et furannes. Cette sonde a été remplacée. Un contrôle du dernier rapport de maintenance du système de mesures en continu a été fait (maintenance des 14 et 15 juin 2022) ; celui-ci n'appelle pas de remarques.
- le traitement des dioxines et furannes lors des phases de démarrage à froid était insuffisant. L'exploitant a modifié sa procédure de démarrage en ajoutant une injection de charbon actif pour la réalisation du « pré-coating » du filtre à manche. La procédure a été consultée lors de la visite. Les mesures en semi-continu réalisées en 2022 jusqu'au jour de l'inspection sont conformes.

Concernant les flux, les constats suivants ont été effectués :

- le rapport d'activité 2021 présente les flux annuels de polluants émis. Ceux-ci sont inférieurs aux valeurs limites d'émission. Il est à noter que les flux présentés dans le rapport annuel pour comparaison aux VLE sont inférieurs à ceux déclarés sur la plate-forme GERE, car les 2 valeurs sont calculées différemment (cf point de contrôle sur la surveillance des rejets) ;
- les rapports mensuels de suivi des mesures en continu pour l'année 2022 montrent au jour de l'inspection un unique dépassement du flux journalier pour le NOx le 18 avril (flux de 144,57 kg

pour une VLE de 139,2 kg). L'exploitant indique que ce dépassement est dû au fait que le débit réel des fumées (33 000 Nm <sup>3</sup> /h en moyenne) est aujourd'hui supérieur au débit théorique utilisé pour le calcul des flux (29 000 Nm <sup>3</sup> /h). Ainsi, même en respectant la VLE journalière, il est possible de dépasser le flux journalier autorisé.
<b>Observations :</b> Observation n°1 : la mise à jour des valeurs limites d'émissions pour les flux devra être étudiée si l'exploitant demande une augmentation de la capacité de traitement des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Indisponibilités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2005, article 40.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La durée maximale des arrêts, dérèglements ou défaillances techniques de l'installation d'incinération, de traitement ou de mesure des effluents atmosphériques pendant lesquels les concentrations dans les rejets peuvent dépasser les valeurs limites fixées, ne peut excéder quatre heures sans interruption lorsque les mesures en continu prévues à l'article 40.7 montrent qu'une valeur limite de rejet à l'atmosphère est dépassée. La durée cumulée de fonctionnement sur une année dans de telles conditions doit être inférieure à soixante heures.</p> <p>Pendant ces périodes, la teneur en poussières des rejets atmosphériques ne doit en aucun cas dépasser 150 mg/m<sup>3</sup>, exprimée en moyenne sur une demi-heure. En outre, les valeurs limites d'émission fixées pour le monoxyde de carbone et pour les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, ne doivent pas être dépassées. Les conditions relatives au niveau d'incinération à atteindre doivent être respectées.</p>
<p><b>Constats :</b> En 2021, la durée cumulée des dépassements de valeurs limites d'émissions est de 7 h. Pour l'année 2022, la durée cumulée des dépassements au jour de l'inspection est de 2,5 h.</p> <p>La procédure de gestion des dépassements a été consultée en salle de contrôle. Elle spécifie bien la limite de 4 h de dépassement consécutif à respecter.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 08/10/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société SONIRVAL, exploitant une usine d'incinération de déchets ménagers et assimilés, un centre de tri et une plate-forme de maturation des mâchefers sur le territoire de la commune de FOURCHAMBAULT, est mise en demeure de respecter les dispositions prévues à l'article 41 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 mars 2005, modifié par l'article 10 du l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 novembre 2012 :</p> <p>- dans un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté, en aménageant la zone de maturation des mâchefers pour permettre leur stockage par lots périodiques séparés.</p>
<p><b>Constats :</b> Les travaux ont été terminés le 30 juin. 6 casiers ont été construits au total, un casier pouvant recevoir un lot mensuel de mâchefers. L'exploitant a donc maintenant 6 mois de stockage (850 t par casier environ).</p> <p>Les casiers ont été vus lors de la visite des installations. L'APMD est considéré comme respecté.</p> <p>L'exploitant ne prévoit pas à ce jour de plate-forme déportée pour le stockage des mâchefers. Ceux-ci sont actuellement valorisés pour des chantiers routiers ou la réalisation de plate-forme industrielle.</p> <p>L'exploitant conserve un dossier pour chaque lot de mâchefers avec les analyses réalisées et les informations concernant la compatibilité de la valorisation effectuée avec la qualité des mâchefers. Un dossier a été examiné par sondage. Il n'appelle pas de remarques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Conditions de respect des VLE dans l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2005, article 40.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les valeurs limites d'émission dans l'air sont respectées si :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aucune des moyennes journalières mesurées ne dépasse les limites d'émission fixées à l'article 40.4 pour le monoxyde de carbone et pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total (C.O.T.), le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ;</li> <li>- aucune des moyennes sur une demi-heure mesurées pour les poussières totales, les substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur, exprimées en carbone organique total, le chlorure d'hydrogène, le fluorure d'hydrogène, le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 40.4 :</li> <li>- aucune des moyennes mesurées sur la période d'échantillonnage prévue pour le cadmium et ses composés ainsi que le thallium et ses composés, le mercure et ses composés, le total des autres métaux (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V), les dioxines et furannes, ne dépasse les valeurs limites définies à l'article 40.4. ;</li> <li>- 95 p. 100 de toutes les moyennes mesurées sur dix minutes pour le monoxyde de carbone sont inférieures à 150 mg/m<sup>3</sup> ou aucune mesure correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de 24 heures ne dépasse 100 mg/m<sup>3</sup>. Les moyennes déterminées pendant les périodes visées à l'article 40.5 ne sont pas prises en compte pour juger du respect des valeurs limites. Les moyennes sur une demi-heure et les moyennes sur dix minutes sont déterminées pendant la période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsque aucun déchet n'est incinéré) à partir des valeurs mesurées après soustraction de l'intervalle de confiance à 95 p. 100 sur chacune de ces mesures. Cet intervalle de confiance ne doit pas dépasser les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission définies à l'article 40.4 :</li> </ul> <p> Monoxyde de carbone 10 p. 100  Dioxyde de soufre 20 p. 100  Dioxyde d'azote 20 p. 100  Poussières totales 30 p. 100  Carbone organique total 30 p. 100  Chlorure d'hydrogène 40 p. 100  Fluorure d'hydrogène 40 p. 100 </p> <p>Les moyennes journalières sont calculées à partir de ces moyennes validées.</p> <p>Pour qu'une moyenne journalière soit valide, il faut que, pour une même journée, pas plus de cinq moyennes sur une demi-heure n'aient dû être écartées pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu. Dix moyennes journalières par an peuvent être écartées au maximum pour cause de mauvais fonctionnement ou d'entretien du système de mesure en continu.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées pour vérifier le respect des valeurs limites d'émission définies à l'article 40.4 sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est-à-dire 273 K, pour une pression de 101,3 kPa, avec une teneur en oxygène de 11 p. 100 sur gaz sec.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a transmis un export de la programmation du système de supervision des fumées (WEX).</p> <p>Les modalités de calcul des moyennes validées sont conformes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Surveillance des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2005, article 40.7		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air		
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet		
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets atmosphériques dans les conditions qui sont au moins celles qui suivent		
Paramètre	Fréquence minimale de surveillance	
	Auto surveillance	Organisme tiers
Température	Continue	
Oxygène	Continue	Semestrielle
Vapeur d'eau	Continue	Semestrielle
Monoxyde de carbone (CO)	Continue	semestrielle
Poussières totales	Continue	semestrielle
Substances organiques exprimées en carbone organique total (C.O.T.)	Continue	semestrielle
Chlorure d'hydrogène (HCl)	Continue	semestrielle
Fluorure d'hydrogène (HF)	Semestrielle	semestrielle
Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )	Continue	semestrielle
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> ) exprimés en dioxyde d'azote	Continue	semestrielle
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)		semestrielle
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)		semestrielle
Total des autres métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V)		semestrielle
Dioxines et furannes	Semi-continu	semestrielle
Ammoniac	Continue	semestrielle

Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.  
L'organisme tiers de contrôle doit être accrédité par le Comité Français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées.  
En fin d'année, l'exploitant évaluera le flux annuel correspondant aux mesures effectuées pour chacun des composés visés ci-dessus.

**Constats :** L'exploitant a mis en place un programme de surveillance qui respecte les fréquences minimales prévues.

Concernant le calcul des flux de polluants, deux méthodes de calcul sont utilisées par l'exploitant :

- le calcul des flux en vue de la comparaison aux VLE de son AP est fait en multipliant le débit moyen journalier (exprimé dans les conditions de référence de température et de pression, sur gaz secs, rapportée à un taux d'oxygène de 11 %) par la concentration moyenne journalière mesurée (exprimée dans les conditions de référence de température et de pression, sur gaz secs, rapportée à un taux d'oxygène de 11 %, après déduction de l'intervalle de confiance à 95 %),
- le calcul des flux déclarés dans GEREP est basé sur la même formule, mais la concentration utilisée est celle avant déduction de l'intervalle de confiance à 95 %.

Ces points appellent les remarques suivantes:

- la formule utilisée dans GEREP est correcte car elle est représentative du flux réel émis par



l'installation ; - la formule utilisée pour la comparaison aux VLE doit être cohérente avec la méthode de calcul utilisée pour le calcul des VLE en flux. D'après les VLE de l'AP, il semble que celles-ci aient été calculées sur la base d'une concentration après déduction de l'intervalle de confiance à 95 %, ce qui est cohérent avec le calcul de l'exploitant. Cependant, la formule n'est pas en conformité avec les méthodes de référence (NF EN 17255 en particulier) car il calcule le flux journalier sur la base du débit moyen journalier et de la concentration moyenne journalière, alors que le flux journalier doit être calculé en faisant la somme des flux demi-heure (calculé en faisant le produit du débit moyen sur une demi-heure par concentration sur une demi-heure).
Non-conformité n°2 : la formule de calcul du flux journalier de l'exploitant n'est pas basée sur la somme des flux demi-heure de la journée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

#### N° 9 : Conditions de combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 9-b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que, même dans les conditions les plus défavorables que l'on puisse prévoir, les gaz résultant du processus soient portés, après la dernière injection d'air de combustion, d'une façon contrôlée et homogène, à une température de 850°C pendant deux secondes, mesurée à proximité de la paroi interne ou en un autre point représentatif de la chambre de combustion défini par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Le temps de séjour devra être vérifié lors des essais de mise en service. La température doit être mesurée en continu.
<b>Constats :</b> La température dans le four est mesurée en continu. L'analyse des résultats de la surveillance montre un respect de la température minimale de 850°C depuis le début d'année 2022, et en 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Conception et aménagement général des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de traitement des effluents doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.
<b>Constats :</b> La maintenance des dispositifs de traitement des fumées est faite en 1 <sup>er</sup> niveau par l'exploitant. Des opérations ponctuelles sont également réalisées par des sous-traitants. L'exploitant fait une ronde quotidienne d'exploitation, une maintenance préventive semestrielle, et une maintenance annuelle avec prélèvements et analyses de manches. Le contenu des maintenances a été examiné par sondage sur l'outil de GMAO de l'exploitant. À noter que les manches ont été changées en avril 2022.  Concernant l'approvisionnement en réactif, le site reçoit 2 livraisons par mois de BICAR, 1 livraison par mois de charbon actif, et 20 m <sup>3</sup> d'urée par mois. L'exploitant n'a pas signalé de tensions sur l'approvisionnement en réactifs (mais par contre, une forte augmentation des prix).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Suites d'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 26/08/2021, article NC2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> NC n°2 : sur le bassin d'orage, aucun repère n'indique le niveau maximal de remplissage à ne pas dépasser afin de pouvoir recevoir les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale et les eaux d'extinction d'un éventuel incendie.  Réponse exploitant : sur le bassin d'orage, aucun repère n'indique le niveau maximal de remplissage à ne pas dépasser afin de pouvoir recevoir les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale et les eaux d'extinction d'un éventuel incendie. Nous avons placé un repère suite à votre remarque de l'année dernière, celui-ci ne répond pas complètement au besoin, des modifications seront apportées en conséquence
<b>Constats :</b> Le repère indiquant le niveau maximal de remplissage pour garder en réserve un volume de 240 m <sup>3</sup> a été vu lors de la visite des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : Suites d'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 26/08/2021, article NC3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  NC n°3 : les mesures des valeurs des résistances de terre pour les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations...) n'ont pas été réalisées annuellement.</p> <p>Réponse : En complément du contrôle annuel réalisé par l'APAVE sur les installations électriques comprenant le contrôle des mises à la terre de tous les appareillages électriques, nous venons de faire réaliser le contrôle des résistances de terre sur les silos, les charpentes de la chaudière, tuyauteries..., veuillez trouver ci-joint le rapport</p>
<b>Constats :</b> Le rapport de contrôle des installations électriques du 28/06/2022 a été consulté. Les mesures de terre ont été faites.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Suites d'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 26/08/2021, article NC4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  NC n°4 : Mettre à jour l'ARF puis l'ETF si nécessaire. Il est rappelé qu'à la suite de l'ETF, l'exploitant dispose d'un délai de 6 mois pour mettre en place les protections nécessaires.</p> <p>Réponse exploitant : Nous avons contacté l'APAVE qui doit venir sur site afin de confirmer ou d'infirmer si la mise en place de la cuve incendie nécessite une modification de l'ARF et de l'ETF.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté l'ARF du 15/10/2021. L'ETF a été réalisée du 15/10/21 au 8/11/21. Les derniers travaux de mise en conformité avaient lieu le jour de l'inspection.
Post inspection, l'exploitant a transmis le dossier d'ouvrage exécuté des travaux. Le constat peut être soldé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 14 : Suites d'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 26/08/2021, article NC5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  NC n°5 : le compteur de coup de foudre n'est pas relevé régulièrement.</p> <p>Réponse exploitant : le relevé des compteurs foudres a été ajouté à la ronde sécurité réalisée toutes les semaines</p>
<b>Constats :</b> La relève du compteur foudre a été ajoutée dans la ronde hebdomadaire. Ce point a été constaté sur la liste des actions à réaliser sur la GMAO de l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 15 : Suites d'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 26/08/2021, article NC6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie/explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> NC n°6: Il n'existe pas de plan recensant les zones à risques de l'installation.  Réponse exploitant : Nous allons modifier le plan existant afin qu'il soit plus détaillé et mieux compréhensible, nous vous le soumettons pour validation.
<b>Constats :</b> Le plan de zonage des risques a été consulté lors de la visite. Une demande de modification a été formulée afin de mieux identifier le risque lié à la présence de produits chimiques (acides/bases). L'exploitant a transmis par courriel du 22/09/2022 le plan modifié.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 16 : Suites d'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 26/08/2021, article NC7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<b>Prescription contrôlée :</b> NC n°7 : Justifier le débit et la pression des poteaux incendie.  Réponse exploitant : Les années précédentes soit les pompiers ou les services techniques passaient pour faire un essai des poteaux incendie, nous avons mandaté une entreprise afin de faire le contrôle du débit et de la pression des poteaux, veuillez trouver ci-joint le rapport.
<b>Constats :</b> L'exploitant a planifié une mesure annuelle par un prestataire. Le rapport de contrôle du 18/02/2022 a été consulté. Les poteaux sont conformes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 17 : Suites d'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 26/08/2021, article NC8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  NC n°8 : Réaliser annuellement au minimum un exercice de mise en œuvre du plan de lutte contre un sinistre en concertation avec le SDIS.</p> <p>Réponse exploitant : complément des visites de site que nous avons organisées avec les pompiers, une grande partie des pompiers des casernes de Saint Eloi et de la Sangsue ont pu visiter le site dans les moindres recoins afin de se familiariser avec les installations et nous poser un bon nombre de questions, nous avons contacté les pompiers pour pouvoir organiser un exercice, nous attendons leur retour.</p> <p><b>Constats :</b> un exercice était prévu mais le rendez-vous a été annulé par le SDIS.  Le SDIS doit venir sur site en octobre ou novembre 2022 dans le cadre de la formation de nouveaux sapeurs pompiers (courriel du 6 septembre 2022). La date doit être confirmée par le SDIS.</p> <p>Demande de complément n°1 : l'exploitant transmettra à l'inspection la date de réalisation de l'exercice avec le SDIS.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 18 : Suites d'inspection

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 26/08/2021, article NC9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  NC n°9 : le contrôle par vidéo des déchargements de déchets n'est pas effectif.</p> <p><b>Constats :</b> Le contrôle vidéo des déchargements a été mis en place début août (10 août). Le retour vidéo des caméras a été constaté dans la salle de contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet